



Samia Suluhu Hassan, Présidente de la République de Tanzanie unie, depuis le 19 mars 2021

Rappelons que la République unie de Tanzanie est dirigée par la Présidente Samia Suluhu Hassan, née le 27 janvier 1960 sur l'île de Zanzibar, depuis le 19 mars 2021.

Le Dr Philip Isdor MPango est le Vice-Président de la République unie de Tanzanie où se tient, les 25-26 juillet 2023, à Dar es Salaam, le Sommet sur le Développement du Capital Humain. Il a mis en évidence trois mesures essentielles que les pays africains devraient prendre pour libérer le potentiel du capital humain du continent, la clé étant l'exploitation des 3 P (partenariats publics-privés.).



Il a révélé cela un jour avant l'ouverture du Sommet des chefs d'État sur le capital humain africain qui se tient les 25 et 26 juillet 2023 à Dar es Salaam, qui signifie, en arabe, Havre de Paix. Concernant, en particulier, l'investissement dans le capital humain, il a affirmé qu'il était de nature à long terme et nécessitait, ainsi, un financement à faible coût avec une échéance à long terme.

«Je crois fermement que nos institutions de formation, en tant qu'acteurs clés du développement du capital humain, peuvent et doivent aider le continent à renforcer les capacités locales pour gérer et exploiter efficacement notre dotation en ressources naturelles», a déclaré le Dr Mpango. Puis d'ajouter :

«Il est ironique que le continent dépense une grande partie de ses ressources financières pour importer des connaissances afin d'exploiter notre propre richesse en ressources naturelles. Les institutions de formation africaines devraient donc se repositionner et collaborer pour produire des solutions locales aux défis de l'Afrique»

Ensuite, le Dr Mpango a révélé que l'Agenda 2063 de l'Union africaine a fait du développement du capital humain l'un de ses principaux thèmes phares, centré sur l'amélioration de l'accès aux soins de santé et à l'éducation pour tous, la promotion de l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et le développement des aptitudes et compétences nécessaires pour la croissance et la transformation du continent.

«D'ici 2025, l'Union africaine espère qu'au moins 70% des enfants africains seront inscrits dans l'enseignement pré-primaire, tout en donnant la priorité aux investissements dans l'Enseignement supérieur et les programmes de Formation technique et professionnelle», a noté le vice-président tanzanien, indiquant, toutefois, que le délai pour atteindre les objectifs envisagés, est très court.

Dans ce contexte, le Dr Mpango a partagé certaines des étapes franchies par la Tanzanie dans les programmes de développement du capital humain, notamment l'augmentation du financement de l'éducation de 17,9% en 2019/2020 à 18,9% en 2021/2022 du budget total. Ce qui est proche de l'objectif convenu de 20% pour 2030. Quant à la Santé et à l'Agriculture, il a indiqué que les budgets pour la Sécurité alimentaire et la Nutrition en Tanzanie, ont également augmenté de manière significative.

Actuellement, le gouvernement tanzanien met en place un Enseignement primaire et secondaire gratuit, équitable et de qualité pour tous, notamment en permettant aux mères adolescentes de reprendre leurs études.

Sur le plan médical, pour étendre la portée et l'efficacité de la prestation des services sociaux, la Tanzanie s'est concentrée, au cours des deux dernières années, sur l'amélioration des infrastructures matérielles et immatérielles, y compris la construction et la rénovation de salles de classe, d'établissements de santé, l'installation de centres de télémédecine, de rayons X et d'appareils IRM pour tous les hôpitaux régionaux.

Par ailleurs, en renforçant le Fonds national d'assurance-maladie a été renforcé afin d'augmenter le nombre des centres de prestation de services et aussi d'augmenter l'approvisionnement en médicaments.

En outre, la Tanzanie a déployé un programme national de filets de sécurité sociale dans le cadre du Fonds d'action sociale de Tanzanie (« *Tanzania Social Action Fund* » ou TASAF), et des programmes d'inclusion financière pour soutenir l'accès aux services sociaux.